

Céline CANVEL  
attachée principale  
T 02 870 80 06  
c.canvel@spfb.bruxelles  
lettre courtoise du 26/07/2016  
17Pst 2016-07-26-UNCRPD-Recommandations du  
Comité à la Belgique-OMF

Annexe : 1

**Madame Gisèle MARLIERE**  
**Secrétaire générale**  
**Monsieur Pierre GYSELINCK**  
**Président**  
**BDF asbl**  
**Centre Administratif Botanique**  
**Finance Tower**  
**Bvd du Jardin Botanique 50, bte 150**  
**1000 Bruxelles**

Bruxelles, le 09 DEC. 2016

**Objet : UNCRPD-Recommandations du Comité à la Belgique : état des lieux.**

**Madame la Secrétaire Générale,**

**Monsieur le Président,**

Faisant suite à votre courrier, vous voudrez bien trouver en annexe, pour la Commission communautaire française, un état des lieux du suivi des recommandations que le Comité des Droits des Personnes Handicapées a adressé à la Belgique le 3 octobre 2014.

Le suivi figure dans la colonne droite du tableau, en parallèle des recommandations.

A ce courrier, est joint, la brochure du Gouvernement thématique Handicap qui s'est tenu le 29 juin 2016 et qui a fait le point sur les avancées en matière d'inclusion de la personne en situation de handicap dans la société.

Je vous prie de croire, Madame la Secrétaire générale, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Céline Fremault  
Membre du Collège de la Commission communautaire  
française, chargée de l'Aide aux Personnes Handicapées

Recommandation / Aanbeveling	Contenu de la recommandation	Réponses de la Commission communautaire française (Gouvernement francophone bruxellois) pour les institutions francophones de la RBC dans le domaine du handicap et les personnes domiciliées en RBC, principalement les personnes de langue française.
<p>III.A.6 - <b>Obligations et principes généraux /</b> Verplichtingen en algemeen principes (art. 1 tot 4)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie d'initier un <b>processus d'harmonisation</b> pour adapter toute sa législation nationale aux obligations de la Convention, d'adopter et de mettre en œuvre un <b>plan</b> concernant les personnes handicapées, et de garantir pleinement la <b>participation des personnes handicapées</b> et des organisations qui les représentent à ces processus</p>	<p>La Commission communautaire française continue de processus de centralisation au niveau "national" des informations sur les actions posées dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Convention, en répondant aux demandes émanant du <b>Mécanisme de coordination institué au niveau fédéral</b>, chargé du suivi de la mise en œuvre de la convention. En ce qui concerne la mise en œuvre d'un plan, en 2015, la Commission communautaire française a adopté ainsi que les autres pouvoirs politiques de la Région de Bruxelles-Capitale le <b>"Handiplan" ou "Handstreaming"</b> et une <b>Charte, à savoir un accord</b> (et donc également une <b>harmonisation</b>) entre ces différents pouvoirs politiques afin que chacun adopte une législation dans son champ de compétences propres, qui, prises dans leur ensemble, rendra <b>"naturelle" l'intégration de la dimension du handicap dans toutes les politiques bruxelloises : infrastructure, logement, emploi, formation, culture, sport,.....</b> La <b>participation</b> des personnes handicapées a été garantie lors de l'élaboration du <b>"Décret Inclusion"</b> (1), et de son premier arrêté d'application. Elle est garantie actuellement avec la rédaction des autres futurs arrêtés d'application du décret. <b>(1) Décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.</b></p>
<p>III.A.8 - <b>Obligations et principes généraux /</b> Verplichtingen en algemeen principes (art. 1 tot 4)</p>	<p>Le Comité prie instamment l'État partie d'adopter une approche du handicap axée sur les <b>droits de l'homme</b> et en conformité avec la Convention, en consultation avec les organisations représentatives de personnes handicapées</p>	<p>Les <b>droits de l'homme</b> ne sont pas, à proprement parlé, dans les compétences de la Commission communautaire française. Cependant la <b>réglementation de la Commission communautaire française (2)</b> a été élaborée dans une approche du handicap axée sur les droits de l'homme, en conformité avec la Convention et en collaboration avec le <b>Conseil consultatif bruxellois francophone, composé de représentants de personnes handicapées. (2) Décret "Inclusion", Plan et Charte "Handstreaming" et le Décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement)</b></p>
<p>III.A.10 - <b>Obligations et principes généraux /</b> Verplichtingen en algemeen principes (art. 1 tot 4)</p>	<p>Le Comité prie instamment l'État partie de mettre en place des <b>conseils d'avis</b> dans toutes les régions et de leur allouer des ressources suffisantes. Ces conseils consultatifs devraient être étroitement impliqués dans le développement, la mise en œuvre de la législation et de la politique et le suivi des réalisations</p>	<p>La Commission communautaire française a mis en place un conseil d'avis appelé le <b>Conseil consultatif bruxellois francophone (3)</b>, composé de représentants de personnes handicapées. Ce conseil consultatif est étroitement impliqué dans le développement et la mise en œuvre de la législation et de la politique ainsi que dans l'élaboration des arrêtés d'application du décret Inclusion et le suivi des réalisations. Les membres du Conseil consultatif touchent des <b>Jetons de présence. (3) Décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.</b></p>

III.B.12 - <b>Egalité et non discrimination</b> / Gelijkheid en non-discriminatie (art. 5)	Le Comité recommande que la <b>structure de recours de cette loi</b> soit examinée pour s'assurer que les plaignants soient en mesure de recourir à des injonctions et puissent recevoir des dommages lorsque leurs plaintes pour <b>discrimination</b> ont été prouvées dans des procédures judiciaires. Il demande instamment à l'État partie de renforcer la protection contre la discrimination, y compris la discrimination par association, notamment par des mesures de discrimination positive et par la <b>sensibilisation et la formation</b> des fonctionnaires à tous les niveaux	La Commission communautaire française a adopté un décret du <b>9 juillet 2010</b> en matière de lutte contre la discrimination (4). La politique d'égalité des chances et de promotion de la diversité au sein de la Commission communautaire française s'appuie sur <b>deux protocoles de collaboration</b> que la Commission communautaire française, dont le Service Phare, a établi avec l'un avec UNIA et l'autre, avec l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes. <b>Une campagne "Stop discrimination" et un Colloque "Egalité et minorité"</b> ont été proposés aux associations. (4) Il s'agit du décret de la Commission communautaire française du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.
III.B.14 - <b>Femmes handicapées</b> / Vrouwen met een handicap (art. 6)	Le Comité recommande à l'État partie de <b>tenir compte du genre et du handicap</b> dans sa législation et dans ses politiques, ses études, ses plans, ses activités d'évaluation et de suivi ou ses services. Il lui recommande aussi d'adopter des mesures effectives et spécifiques propres à prévenir les formes de discrimination croisée à l'égard des femmes et des filles handicapées	Le budget de la Commission communautaire française est "genre" (cf. le décret du 24 avril 2014). Une <b>cellule "Egalité des chances"</b> a été créée au sein de l'administration de la Commission communautaire française. Une première analyse statistique intégrée au budget 2016 a été réalisée selon une classification de genre. La cellule égalité des chances vient de produire son premier rapport d'analyse de genre. Par ailleurs, la connaissance du Service Phare, il n'y a pas de discrimination à l'égard des femmes handicapées par rapport à d'autres catégories de personnes.
III.B.16 - <b>Enfants handicapés</b> / Kinderen met een handicap (art. 7)	allouer les ressources nécessaires pour appuyer les familles des <b>enfants handicapés, prévenir leur abandon et leur placement en institution</b> , et veiller à leur inclusion et leur participation dans la communauté sur un pied d'égalité avec les autres enfants	Le Service de la Commission communautaire française " <b>Etoile Polaire</b> ", soutient un projet novateur. Ce projet offre un travail de <b>partenariat avec la famille, dès la naissance de l'enfant, et avec les milieux de vie et d'accueil</b> (crèches, écoles etc) en vue de favoriser les liens précoces parents/enfants, l'inclusion de l'enfant en difficulté de développement et son inclusion sociale. Un <b>projet pilote</b> est en cours pour améliorer l'accueil des enfants en situation de handicap <b>dans des structures ordinaires</b> sous forme de puériculteurs/puéricultrices mobiles (voir infra III.B.37). Enfin, des aides sont octroyées par la Commission communautaire, Service Phare, afin de soutenir le <b>maintien des enfants à domicile</b> (aide à l'aménagement du domicile et autres aides matérielles diverses).
III.B.18 - <b>Sensibilisation</b> / Bewusstmaking (art. 8)	Le Comité recommande à l'État partie de mettre en place une <b>stratégie nationale</b> en matière de sensibilisation sur le contenu de la Convention, à ce sujet, le Comité recommande à l'État partie de mener des <b>campagnes d'information et de sensibilisation</b> accessibles sur les droits des personnes handicapées et de promouvoir auprès du grand public une <b>image positive</b> des personnes handicapées et de leurs contributions à la société, en étroite consultation et avec la participation active des organisations représentatives des personnes handicapées dans leur conception, mise en œuvre, suivi et évaluation.	Une <b>première fête bruxelloise du handicap</b> a été organisée en septembre 2016. Cette journée a été une journée d'activités et d'animations (parcours de vélo adaptés, ateliers créatifs etc) à destination des personnes handicapées, de leur famille et du <b>grand public</b> .

<p>III.B. - 20 - <b>Sensibilisation /</b> Bewustmaking (art. 8)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie d'<b>encourager les professionnels des organes des médias écrits et audio-visuel à tenir compte de la diversité dans leur code de conduite éthique</b>, et d'assurer leur formation ainsi que leur sensibilisation adéquate pour une meilleure inclusion des personnes handicapées dans le paysage médiatique, y compris la formation de tous les professionnels pertinents.</p>	<p>La Commission communautaire française participe financièrement à des <b>émissions télévisuelles</b> de sensibilisation et de soutien financier, telle que CAP 48. Elle développe une action de sensibilisation au niveau communal et donc local. <b>Un journal électronique</b> est diffusé mensuellement par le Service Phare afin d'informer le secteur des nouvelles mesures, des projets et événements; des <b>Journées d'information et de sensibilisation</b> sont organisées (Duo Day, le Salon des Possibles...).</p>
<p>III.B.22 - <b>Accessibilité /</b> Toegankelijkheid (art. 9)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie d'adopter un <b>cadre juridique avec des objectifs précis et obligatoires en matière d'accessibilité</b>, tel que bâtiments, routes et transports, services et accessibilité numérique. Ce cadre juridique devrait également assurer le <b>suiti de l'accessibilité</b> et un <b>calendrier concret</b> pour ce suivi, et évaluer les modifications progressives apportées à ces infrastructures. Des <b>sanctions dissuasives</b> doivent être intégrées dans le cadre juridique en cas de non respect de ces dispositions. Le Comité prie instamment l'État partie que les autorités publiques qui fournissent les <b>certificats de construction</b> reçoivent une <b>formation</b> sur l'accessibilité et la conception universelle. A ce sujet, le Comité recommande à l'État partie d'élaborer une stratégie cohérente en matière d'accessibilité avec un plan national et des objectifs chiffrés clairs à courte, moyenne et à longue échéance. Il recommande de promouvoir tous les aspects de l'accessibilité, conformément à la Convention et à la lumière du Commentaire Général No. 2, incluant l'<b>accessibilité à la langue des signes</b>, couvrant tout le pays en matière de langue des signes, sur un pied d'égalité avec les autres citoyens dans les différentes langues officielles et différentes formes de communication, quel que soit leur lieu de résidence dans le pays en termes d'accès aux services publics, avec une attention toute particulière aux procédures relatives</p>	<p>La Commission communautaire française a élaboré, notamment, un <b>Guide "Handi Cap Logement"</b> afin de sensibiliser, d'informer et d'aider les professionnels à construire et rénover des bâtiments pour qu'ils soient adaptables, adaptés ou accessibles à tous. Elle organise la <b>Journée Libertycity</b> (5) et favorise l'accessibilité d'événements culturels organisés à Bruxelles comme "Couleur Café", le Brussels Summer Festival et les Plaisirs d'Hiver. Elle a pour objet d'intensifier ses actions en vue d'assurer l'<b>accessibilité des espaces verts</b> à Bruxelles. D'un point de vue accès "internet", elle a récemment procédé à une <b>refonte de son site PHARE</b> a destination des personnes handicapées avec un <b>accompagnement auditif, textuel et visuel adapté</b>. Le décret <b>Inclusion</b> (cfr note 1) prévoit la création, parmi les services d'appui collectifs, d'<b>associations spécialisées en accessibilité</b> (art. 30, 3°). La Commission communautaire française suit les réunions <b>Coormulti</b> concernant le projet de loi européen relative à l'accessibilité. (5) Journée d'annonce pour <b>sensibiliser différents publics</b> (étudiants bruxellois de 18 à 25 ans, professionnels du tourisme et tout autre secteur) <b>aux difficultés d'accès</b> que rencontrent les personnes à mobilité réduite dans nombreux lieux publics et dans l'espace urbain en général. Ainsi tous ces futurs acteurs de nos villes (architectes, urbanistes, commerçants...) auront un aperçu de l'importance de l'accessibilité dans l'élaboration de leurs futurs projets professionnels.</p>
<p>III.B.24 - <b>Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité /</b> Gelijkheid voor de wet (art. 12)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures immédiates pour <b>réviser cette loi</b> à la lumière du Commentaire Général No. 1, et d'allouer les ressources financières et humaines suffisantes pour permettre la mise en œuvre de l'assistance à la prise de décision, et permettre aux <b>juges de paix</b> de prendre une <b>décision adaptée</b> à la personne, tel que prescrit par la loi</p>	<p>Cette question ne relève pas de la compétence de la Commission communautaire française. Elle relève du pouvoir fédéral qui a adopté la <b>loi du 17 MARS 2013</b> (6). Toutefois, la Commission communautaire française agit activement dans l'application de cette loi dans le cadre de ses compétences. (6) <b>Loi du 17 MARS 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine.</b></p>

III.B.26 - <b>Liberté et sécurité de la personne</b> / <b>Vrijheid en veiligheid van de persoon</b> (art. 14)	Le Comité recommande à l'État partie d'abroger les lois permettant l'hospitalisation d'office, sur la base de leur handicap, des personnes ayant un <b>handicap psychosocial</b>	Cette question ne relève pas de la compétence de la Commission communautaire française. Elle relève du pouvoir fédéral qui a adopté la <b>loi du 17 MARS 2013</b> (6). Toutefois, la Commission communautaire française <b>agit activement</b> dans l'application de cette loi dans le cadre de ses compétences. <b>(6) Loi du 17 MARS 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine.</b>
III.B.28 - <b>Liberté et sécurité de la personne</b> / <b>Vrijheid en veiligheid van de persoon</b> (art. 14)	Le Comité recommande à l'État partie de réviser la <b>loi de mai 2014</b> afin d'éliminer le <b>système de mesures de sécurité pour les personnes handicapées qui sont déclarées irresponsables de leurs actes</b> . Les personnes handicapées trouvées responsables d'avoir commis un <b>crime</b> doivent être jugées conformément à la procédure pénale ordinaire, sur un pied d'égalité avec les autres et avec les mêmes garanties, ainsi qu'avec les aménagements procéduraux spécifiques nécessaires pour garantir leur participation égale dans le système de justice pénale	La Commission communautaire française a introduit l' <b>esprit de cette loi</b> dans ses textes et son fonctionnement (formulaire de demande d'admission de la personne handicapée etc.). Par exemple en ce qui concerne la signature de la personne handicapée à propos des démarches qui la concerne (article 8 du Décret Inclusion).
III.B.29 - <b>Liberté et sécurité de la personne</b> / <b>Vrijheid en veiligheid van de persoon</b> (art. 14)	Il recommande en outre à l'État partie de <b>garantir le droit à l'aménagement raisonnable</b> pour toutes les personnes handicapées qui sont détenues en <b>prison</b> , de leur assurer <b>l'accès aux soins de santé</b> sur un pied d'égalité avec les autres et sur la base du consentement libre et éclairé de la personne, et au même niveau de soins de santé que celui offert dans la société en général; d'établir un <b>mécanisme officiel d'examen des plaintes</b> indépendant et accessible à tous les détenus placés dans les prisons ou dans les institutions médico-légales; et de veiller à ce qu'aucun programme d'intervention extrajudiciaire tendant à faire basculer les individus dans des régimes d'internement dans des établissements de santé mentale ou leur imposant de participer à des services de santé mentale ne soit mis en œuvre, ces services devant être fournis sur la base d'un consentement libre et éclairé de la personne	Cette question ne relève pas de la compétence de la Commission communautaire française.

<p>III.B.31 - Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance / <i>Vrijwaring van uitbuiting, geweld en misbruik</i> (art. 16)</p>	<p>Le Comité prie instamment l'État partie de prendre des mesures pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence contre les femmes, les enfants et les filles handicapées, domestiques ou institutionnelles. Il l'incite également à établir et mettre en œuvre des protocoles pour l'enregistrement, le contrôle et le suivi des conditions dans lesquelles opèrent les institutions qui s'occupent des personnes handicapées, en particulier celles d'un âge avancé</p>	<p>A la connaissance du Service PHARE, il n'y a pas de discrimination à l'égard de ce public par rapport à d'autres catégories de personnes. La Commission communautaire française a mis en place depuis de longues années un contrôle des services, centres, institutions etc via le service d'inspection repris dans le décret "Inclusion" (cfr note 1), plus particulièrement son article 111.</p>
<p>III.B.33 - Autonomie de vie et inclusion dans la société / <i>Zeifstandig wonen en deel uitmaken van de maatschappij</i> (art. 19)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie d'œuvrer pour une politique de désinstitutionnalisation en réduisant les investissements dans l'infrastructure collective et en favorisant les choix personnels. Le Comité prie instamment l'État partie de mettre en place un plan d'action du handicap à tous les niveaux de l'État qui garantisse l'accès aux services de vie autonome pour les personnes handicapées afin qu'elles puissent vivre dans la communauté. Ce plan doit faire disparaître les listes d'attente existantes et veiller à ce que les personnes handicapées aient accès à des ressources financières suffisantes et à ce que les communautés soient accessibles aux personnes handicapées. Le Comité recommande d'élaborer des programmes de coopération internationale qui respectent le droit de personnes handicapées de vivre dans la communauté et d'inclure les représentants des usagers et de leurs familles dans leur élaboration</p>	<p>Le décret "Inclusion" prévoit plusieurs catégories de services (article 19 et suivants du décret ), à savoir notamment les services d'appui individuels technique, d'appui à la communication, à la communication alternative, à la formation professionnelle, d'appui collectif, les services de soutien aux activités d'utilité sociale basé sur le projet individuel de la personne (art. 56), les services de loisirs inclusifs et d'autres services de participation par des activités collectives L'élaboration et l'adoption des arrêtés d'application du Décret "Inclusion" sont en cours. L'arrêté relatif aux prestations individuelles a été adopté et publié en 2014 (7). (7) Arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 MAI 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19, 1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.</p>
<p>III.B.35 - Respect du domicile / <i>Eerbiediging van de woning en het gezinsleven</i> (art. 23)</p>	<p>Le Comité recommande vivement la mise en place d'un mécanisme de soutien aux familles ayant des enfants handicapés qui prévienne leur abandon et leur institutionnalisation. Il est recommandé que l'État prenne les mesures appropriées pour s'assurer que les fournisseurs de services respectent et protègent le droit à la vie privée et familiale des personnes handicapées. En outre, il est recommandé que l'accès aux informations et à l'éducation en matière de reproduction et de planification familiale soit assuré à toutes les personnes handicapées en fonction de l'âge</p>	<p>Des aides sont octroyées par la Commission communautaire, Service Phare, afin de soutenir le maintien des enfants à domicile (aide à l'aménagement du domicile et autres aides matérielles diverses). Vingt-deux services d'accompagnement sont agréés et subventionnés afin de soutenir la personne handicapée et sa famille dans son projet de vie autonome. Un centre de référence "Vie affective et sexuelle" est financé afin de soutenir la personne handicapée, l'équipe et la famille en questionnement sur la vie affective et sexuelle de la personne handicapée. L'éducation affective et sexuelle est prévue dans les écoles d'enseignement spécialisé (EVRAS).</p>

<p>III.B.37 - <b>Éducation</b> / Onderwijs (art. 24)</p>	<p>Le Comité prie l'Etat partie de mettre en place une stratégie cohérente en matière d'<b>enseignement inclusif</b> pour les enfants handicapés dans le <b>système ordinaire</b>, en prenant soin d'allouer des ressources financières, matérielles et humaines suffisantes. Il recommande de veiller à ce que ces enfants handicapés reçoivent, dans le cadre de l'éducation, l'appui dont ils ont besoin, entre autres la mise à disposition : de milieux scolaires accessibles, d'aménagements raisonnables, d'un plan d'apprentissage individuel, de technologies d'assistance et de soutien dans les classes, de matériel et de programmes éducatifs accessibles et adaptés, et d'une formation de qualité pour tous les enseignants, y compris les enseignants handicapés, dans l'utilisation du braille et de la langue des signes en vue d'améliorer l'éducation de toutes les catégories d'enfants handicapés, y compris les aveugles, sourds et aveugles, sourds et malentendants, filles et garçons. Il recommande également de veiller à ce que l'éducation inclusive soit partie intégrante de la formation de base des enseignants dans les universités ainsi qu'au cours de la formation régulière en cours d'étude.</p>	<p>Le <b>principe général d'inclusion</b> signifie que des mesures doivent être prises en vue de permettre à un enfant handicapé de <b>trouver dans chaque école, qu'elle soit ordinaire ou spécialisée</b>, l'accueil qu'il mérite. L'inclusion se comprend donc comme la possibilité offerte pour un enfant handicapé de fréquenter une école ordinaire.</p> <p>La Commission communautaire apporte son <b>soutien aux services d'accompagnement des enfants handicapés en âge de scolarité</b>. Ces services assurent un prolongement à l'aide précoce en accentuant la relation "enfant-famille-école" et ils encadrent la scolarité aux niveaux psychologique et relationnel. A cela s'ajoute la <b>création de nouvelles places</b> dans les écoles bruxelloises.</p>
<p>III.B.39 - <b>Travail et emploi</b> / Werk en werkgelegenheid (art. 27)</p>	<p>Le Comité recommande à l'Etat partie de prendre toutes les mesures nécessaires tant réglementaires qu'incitatives pour garantir le <b>droit à l'emploi</b> pour les personnes handicapées, dans le secteur privé et le secteur public, en garantissant une protection efficace contre la discrimination, en assurant une formation professionnelle et une accessibilité adéquate, et en assurant les aménagements raisonnables nécessaires</p>	<p>Concernant l'<b>emploi ordinaire</b>, le Service PHARE peut octroyer des <b>primes à l'emploi</b> qui visent à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché du travail et leur maintien à l'emploi. Le parcours d'insertion socioprofessionnelle est gradué et nécessite une orientation professionnelle, des conseils, un accompagnement psycho-social et l'octroi d'aides matérielles liées à l'intégration.</p> <p>L'objectif des aides à l'emploi est de renforcer l'intégration professionnelle ou le maintien à l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises privées ou publiques. Les mesures concernent l'accompagnement de la personne handicapée et son suivi en amont, pendant et en aval de sa mise à l'emploi ainsi que des actions de promotion et de sensibilisation à l'égard des employeurs et des collègues de travail. Ce travail se fait en étroite collaboration avec d'autres partenaires tels qu'ACTIRIS et l'INAMI. L'équipe dédiée aux aides à l'emploi au sein du Service Phare a été renforcée et les moyens financiers augmentés.</p>
<p>III.B.41 - <b>Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports</b> / Deelname aan het culturele leven, recreatie, vrijetijdsbesteding en sport (art. 30)</p>	<p>Le Comité encourage l'Etat partie à adopter toutes les mesures appropriées pour ratifier et appliquer dès que possible le <b>Traité de Marrakech</b></p>	<p>La Belgique est un des 8 Etats membres de l'UE qui participent au développement de l'<b>European Disability Card</b>. Il s'agit d'un projet européen qui a pour objectif de créer une carte qui permettra aux personnes handicapées et à celles des Etats membres participants de bénéficier d'une série d'avantages dans les domaines <b>du sport, de la culture et des loisirs</b> en Belgique mais également dans d'autres pays européens. Ce projet veille à promouvoir l'accessibilité et l'inclusion des personnes handicapées dans la société.</p>

<p><b>III.C.43 - Statistiques et collecte de données /</b> Statistieken en het verzamelen van gegevens (art. 31)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie de systématiser la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées par sexe, âge et handicap, d'amplifier l'action de renforcement des capacités en la matière, d'élaborer des indicateurs intégrant le genre pour servir de support à l'élaboration de textes législatifs, à la prise de décisions et au renforcement des capacités institutionnelles requises pour assurer le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des différentes dispositions de la Convention et l'établissement de rapports y relatifs</p>	<p>L'Observatoire au sein du Service PHARE analyse actuellement, suivant différents critères, sa base de données concernant les personnes handicapées dont la demande d'admission a été acceptée. Des statistiques peuvent être fournies. Elles seront analysées sous peu.</p>
<p><b>III.C.43 - Statistiques et collecte de données /</b> Statistieken en het verzamelen van gegevens (art. 31)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie de collecter, d'analyser et de diffuser systématiquement des données sur les filles, garçons et femmes handicapés</p>	<p>L'Observatoire au sein du Service Phare analyse actuellement, suivant différents critères, la base de données de Phare concernant les personnes handicapées dont la demande d'admission a été acceptée. Des statistiques peuvent être fournies. Elles seront analysées sous peu.</p>
<p><b>III.C.47 - Coopération internationale /</b> Internationale samenwerking (art. 32)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie l'intégration d'une perspective fondée sur les droits des personnes handicapées dans le cadre du développement pour l'après-2015</p>	<p>La Belgique participe au développement de l'<b>European Disability Card</b> (cfr III.B.41). Plan stratégique du CoE.</p>
<p><b>III.C.49 - Application et suivi au niveau national /</b> Nationale implementatie en toezicht (art. 33)</p>	<p>Le Comité recommande à l'État partie de finaliser le processus de conformité du Centre aux principes concernant le statut des institutions nationales (<b>Principes de Paris</b>)</p>	